

Communiquer sur le changement climatique : Pourquoi? Comment ?



Séance d'information et de sensibilisation des décideurs locaux sur les changements climatiques organisée par le COBAM à Lukoléla.

Photo : Félicien Kengoum



EDITORIAL

Communiquer sur le changement climatique dans le bassin du Congo

Dr Anne Marie Tiani,

Coordonnatrice du projet COBAM

Communiquer sur le changement climatique est crucial pour construire une base de connaissances riches, diversifiées et actualisées, amener les décideurs et les praticiens à prendre des décisions informées et aider les populations locales à renforcer leur résilience.

Le changement climatique est l'un des plus grands fléaux du 21^e siècle qui, selon les chercheurs, affectera particulièrement le continent africain. L'Afrique centrale est vulnérable du fait que la presque totalité des activités de survie de ses populations est tributaire du climat, devenu de plus en plus imprédictible.

Même si elle est souvent confinée par les politiques dans l'étroit domaine de l'environnement, la question du changement climatique fait en réalité appel à de nombreuses disciplines scientifiques, d'où la nécessité d'échanges interdisciplinaires systématiques sur le sujet. En outre, les concepts et processus relatifs au changement climatique se complexifient, rendant difficiles leur compréhension et leur intégration dans les politiques environnementales et les politiques sectorielles de développement. Aussi, en plus de ces échanges interdisciplinaires, un dialogue nourri entre les scientifiques et les preneurs de décision s'avère incontournable. Ces concepts étant généralement conçus à l'échelle internationale, ils doivent encore être adaptés aux exigences et aux contingences sous régionales, ce qui implique l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication spécifiques.

Les populations rurales du Bassin du Congo sont considérées à tort ou à raison comme les premiers agents de déforestation, en raison de l'agriculture itinérante sur brûlis qu'elles pratiquent. Alors même qu'elles sont éprouvées par de nombreux fléaux d'origine structurelle ou politique tels que les conflits armés, la mal gouvernance, la corruption, les épidémies, ou l'extrême pauvreté, les fluctuations climatiques viennent mettre à mal leur sécurité alimentaire. De plus, l'insuffisance d'accès aux

technologies de l'information et de la communication et par ricochet, aux innovations scientifiques et technologiques limite leur résilience. Il est dès lors important de développer des canaux de communication accessibles et utilisables par ces acteurs locaux, leur donnant en même temps l'occasion de partager des savoirs endogènes avec les politiques et les autres acteurs.

Le projet COBAM est pleinement conscient de l'importance de la communication dans la prise de décision à tous les niveaux, et dans le changement des comportements et des pratiques. C'est la raison pour laquelle il a initié un plan de communication innovant. En 2011 et 2012, de nombreuses actions de communication et d'information ont été menées, parmi lesquelles l'organisation de plusieurs ateliers d'échanges entre les chercheurs et les décideurs politiques, la formation des communicateurs environnementaux sur le changement climatique, la création et l'alimentation d'un site web (www.cifor.org/cobam), la publication et distribution de documentaires, de journaux, d'articles scientifiques, de notes.

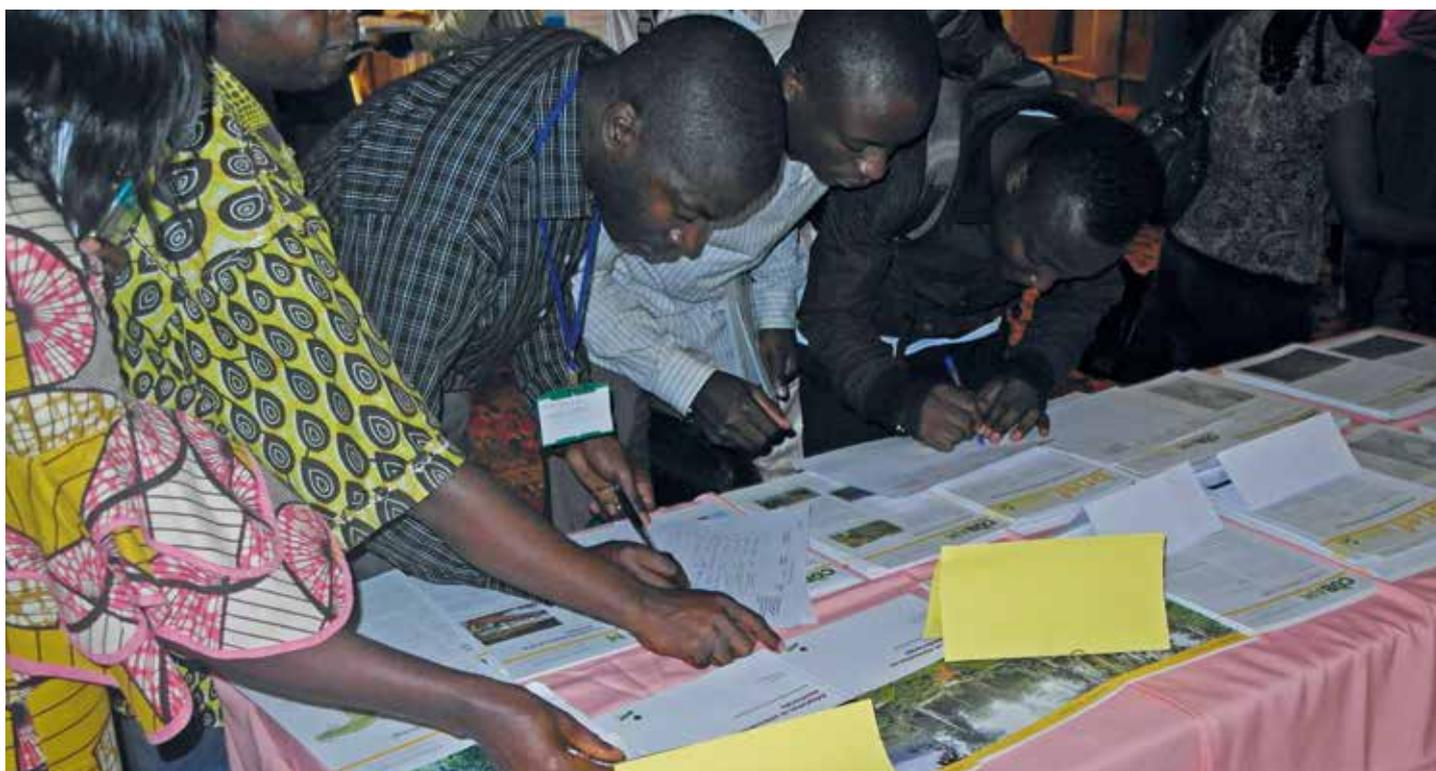
Cependant, ces canaux sont assez sélectifs et n'atteignent pas toujours les principales cibles, y compris les décideurs nationaux et locaux, les praticiens et les communautés locales. La radio reste le canal d'information le plus accessible parce que le plus disponible et le moins coûteux. C'est pour pallier à ces insuffisances qu'en 2013, le programme radiophonique intitulé « Au rythme des saisons » a été conçu. C'est un programme de renforcement des capacités, de capitalisation et de vulgarisation des informations

disponibles sur le changement climatique. Il permet aux chercheurs et acteurs exerçant dans le secteur de l'environnement de partager avec l'auditoire leurs avis sur l'actualité environnementale à travers des débats bien ficelés, et d'éduquer les populations sur les bonnes pratiques environnementales. Une dizaine d'émissions radio de 53 minutes en langue française ont été diffusées tous les mois en 2013 sur les antennes de la radio nationale camerounaise (CRTV), et reprises par Radio-Environnement et ses partenaires.

Dans le souci d'élargir la couverture géographique des émissions à d'autres pays du Bassin du Congo et surtout de répondre aux demandes des populations les plus défavorisées qui sont aussi les plus affectées par le changement climatique (PNUD 2011), d'importants moyens matériels et humains ont été combinés pour réunir sur le plateau d'enregistrement des experts, des représentants de la société civile, des décideurs du gouvernement et des populations pour des débats en trois langues locales : le lingala, le kituba et le pidgin-English.

Le présent numéro de COBAM News met l'accent sur la communication sur le changement climatique dans le Bassin du Congo. Il présente les *résultats de la recherche* entreprise par COBAM et dévoile l'un des paysages du PACEBCo sur lequel se déploie le projet ; il revient sur les *activités* du projet effectuées au cours de ce trimestre, procède à l'interview des personnalités, et enfin donne des *informations générales* et l'*agenda* des événements à venir.

IN VITRO : "PLEINS FEUX SUR LES PRODUITS COBAM"



Stand de distribution des documents du COBAM à la conférence du CIFOR en Mai 2013.

Photo : Merline Touko

Politiques d'adaptation et d'atténuation au Cameroun

Pistes des synergies

Eugene Chia Loh



Vue de Yaoundé la capitale du Cameroun.

Photo : Olivier Girard

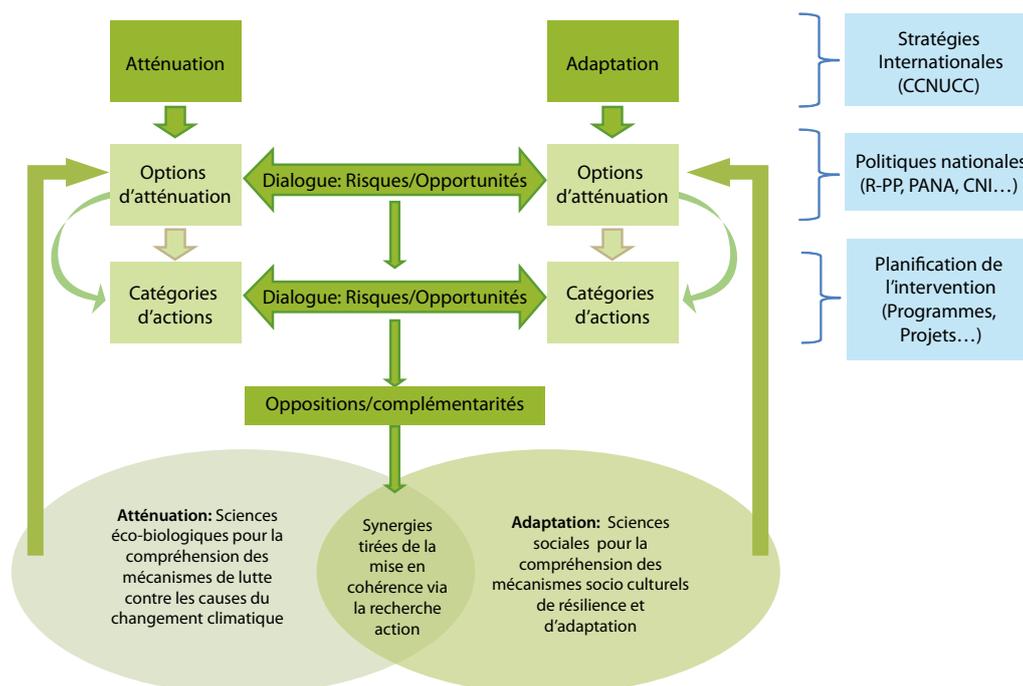
De nombreuses incertitudes entourent la prise de décision dans le domaine du changement climatique. Dès lors, le politique devrait être informé des opportunités et des outils nécessaires à l'élaboration de politiques efficaces.

Les pays du Bassin du Congo sont pauvres et vulnérables. De ce fait, ils sont plus enclins à subir les effets négatifs du changement climatique. Conscients de cette vulnérabilité, ils ont intégré les

préoccupations climatiques dans leurs agendas politiques. Des processus d'atténuation et d'adaptation ont été engagés dans ces pays, à des vitesses et des niveaux différents. Pourtant, au vu de l'insuffisance de résultats, considérer et mettre en œuvre les mesures d'atténuation et d'adaptation séparément ne suffisent plus. Dans un contexte de pauvreté et de rareté des ressources, surtout financières, il faut aller au-delà et envisager l'atténuation et l'adaptation de façon synergique. Le Cameroun, pays du Bassin du Congo, est l'objet de cette analyse qui a pour objectif d'améliorer la visibilité des processus politiques d'adaptation et d'atténuation, et d'apprécier les risques et les opportunités existants pouvant servir à la construction de synergies entre les deux mécanismes.

Comme le constatent Kengoum et Tiani en 2013 dans le document intitulé « *Politiques d'adaptation et d'atténuation au Cameroun : Pistes de synergies* » publié par le CIFOR, le Cameroun ne dispose pas encore de stratégie nationale REDD+. De même, en matière d'adaptation, aucune stratégie n'a encore été finalisée, en raison de l'absence d'une étude complète et fiable sur la vulnérabilité. En effet, la zone forestière est exclue des études, comme le montre amplement la Communication nationale initiale du pays.

En dépit de l'existence de nombreuses opportunités de construction de synergies entre les politiques d'atténuation et d'adaptation, le contexte de gouvernance pourrait constituer une entrave. Par exemple, le pays s'est doté en décembre 2009 d'une institution, l'ONACC, spécifiquement chargée de proposer des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Quatre années après sa création, cette structure n'est toujours pas fonctionnelle. Par ailleurs, le modèle de sectorisation laisse difficilement des opportunités pour la construction de passerelles entre les divers départements ministériels ; d'où les guerres de leadership.



Les lenteurs dans le déploiement des instruments et institutions de lutte contre le changement climatique constituent également une contrainte. Ces institutions suscitent des espoirs qui mettent en berne des initiatives qui auraient pu se déployer en marge. De même, la connaissance approximative des ressources forestières et du carbone, et du contexte de vulnérabilité des populations forestières constitue une entrave à la formulation d'options politiques d'adaptation claires. Enfin, le flou qui règne sur les questions de tenure foncière et forestière, en raison de la superposition conflictuelle du droit coutumier et du droit positif, continue de rappeler le besoin d'une clarification des droits pour une meilleure planification. Ce conflit fait également partie du débat sur l'illégal et l'informel dans le secteur forestier, lui-même lié à la difficulté de qualification de la relation entre les populations forestières et les forêts.

Néanmoins, quelques pistes se dégagent, qui peuvent servir de base à la formulation de politiques synergiques entre atténuation et adaptation au changement climatique. Au-delà de l'amélioration du contexte de gouvernance, il semble bien qu'une garantie de durabilité des revenus issus des forêts par une meilleure définition des droits est le passage obligé. Par ailleurs, une des solutions possibles au problème de la coordination pourrait se trouver dans les conditionnalités, dans la mesure où les politiques sectorielles dont les activités sont identifiées comme vulnérables aux changements climatiques en feraient une donnée importante dans la planification de leurs stratégies.

Pour en savoir plus :

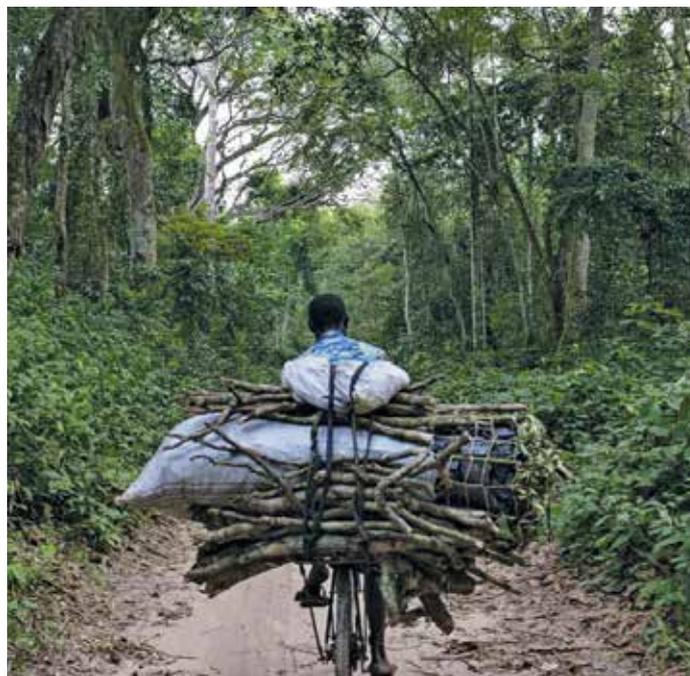
- Kengoum F., Tiani A.M., 2013 Politiques d'adaptation et d'atténuation au Cameroun : Pistes de synergies. Document occasionnel, CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Somorin A. O., Visseren-Hamakers I. J., Arts B., Sonwa D. J., Tiani A. M., 2013 REDD+ policy strategy in Cameroon: Actors, institutions and governance, dans Environ. Sci. Policy.
- Dkamela G., 2011 Le contexte de la REDD+ au Cameroun : Causes, agents, institutions. Papier occasionnel, numéro 57, CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Kengoum D. F., 2011 Les politiques de la REDD+ dans les médias : Le cas du Cameroun. Document de travail N° 57, CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Bele M.Y., Somorin O., Sonwa D.J., Nkem J.N. et Locatelli B., 2011 Politiques sur les forêts et l'adaptation aux changements climatiques au Cameroun. CIFOR, Bogor, Indonésie, MitigAdaptStrategGlob Change 16, 369-385.
- Brown C. P., Nkem N. J., Sonwa D. J., Bele M. Y., 2011 Capacité d'adaptation institutionnelle et réponse au changement climatique dans les forêts du Bassin du Congo au Cameroun. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Locatelli, B., 2011 Synergies between adaptation and mitigation in a nutshell. COBAM Brief, CIFOR, Bogor, Indonésie,

Pour consulter d'autres produits du projet COBAM :

<http://www.cifor.org/cobam/publications.html>

Supporting local adaptive capacity to climate change in the Congo basin forest of Cameroon

Alba Saray Pérez Terán



Fuel wood is the main source of energy for populations in the Congo basin. Photo: Olivier Girard

There is a need to support local adaptive capacity in the Congo Basin forest. In order to fulfill this, two studies have been carried out in the Congo Basin forest of Cameroon through the COFCCA, then the COBAM project, from 2008 to 2012. Both projects were initiated by CIFOR and funded by IDRC and AfDB, respectively. Bele and his colleagues recount the research in two articles: “*Supporting local adaptive capacity to climate change in the Congo basin forest of Cameroon: A participatory action research approach*”, recently published in the *International Journal of Climate Change Strategies and Management* emphasized the process, while the second article entitled “*Exploring vulnerability and adaptation needs to climate change of local communities in the humid forest zone of Cameroon*” published in *Climatic Change* stressed on the results.

These studies aimed at assessing the vulnerability of local communities in the Congo Basin forests of Cameroon to help identify their specific needs for adaptation and to facilitate knowledge sharing with the objective of enhancing adaptive capacity.

Research was carried out in two project sites namely Nkol-evodo in the Center Region and Yokadouma in the South-East Region of Cameroon. A participatory-action research approach was used, that consists, in a multistakeholder context, of collectively building meanings and working together to find solutions. This approach, which has been used successfully in the past to solve adaptation problems in complex socio-ecological systems, has several benefits for such a study. Furthermore, it is a tool that encourages learning and adaptation over the long term, through the partnership between the communities at risk, state institutions and other actors.

This study shows that the adverse effects of climate disturbances are already being felt by local people and are exerting considerable stress on most activities important to their livelihoods, especially agriculture. A decrease in the yield led to an increase in poaching and illegal logging, as well as in the cultivation areas as compensation for the loss caused by climatic disturbances. Livelihood diversification was the main adaptation option identified, with disease-resistant cassava seeds, Eru (*Gnetum* spp.) cultivation, mushroom or beekeeping also contributing.

This paper adds to the description of the process of enhancing the adaptive capacity of forest-living communities. Findings in this research may provide a crucial foundation for community-based adaptation measures and complement broader-scale scientific research with local precision.

For further information:

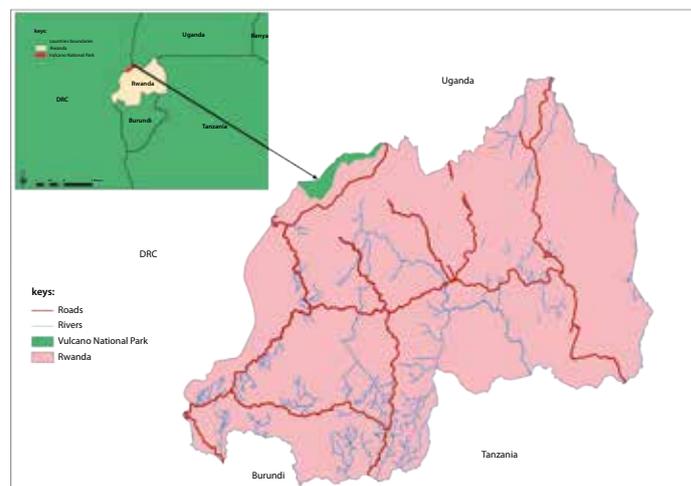
- Bele M. Y., Sonwa D.J., Tiani A. M. 2013 Supporting local adaptive capacity to climate change in the Congo basin forest of Cameroon: a participatory action research approach, *in* International Journal of Climate Change Strategies and Management.
- Bele M.Y., Tiani A.M., Somorin O.A. and Sonwa D.J. 2013. Exploring vulnerability and adaptation needs to climate change of local communities in the humid forest zone of Cameroon, *in* Climatic change.
- Bele M.Y., Sonwa D. J., and Tiani A.M. 2013 Profiling climate change vulnerability and adaptive capacity of local communities in Bukavu, DR Congo. *Journal of Environment and Development*.
- Chia E. L., Somorin A. O., Sonwa D. J., Tiani A. M. 2013 Local vulnerability, forest communities and forest-carbon conservation : Case of southern Cameroon, *in* International Journal of Biodiversity and Conservation, vol. 5 (8), pp. 498–507, 2013.
- German, L.A., Tiani, A.M., Daoudi, A., Maravanyika, T.M., Chuma, E., Beaulieu, N., Lo, H., Jum, C., Nemarundwe, N., Ontita, E., Yitamben, G. and Orindi, V. 2010 The Application of Participatory Action Research to Climate Change Adaptation: A Reference Guide, International Development Research Centre (IDRC), Ottawa, 125 p.

Pour consulter d'autres produits du projet COBAM :

<http://www.cifor.org/cobam/publications.html>

Current vulnerability in the Virunga landscape, Rwanda

Bérenger Tchatchou



Map of Volcanoes National Park

Between 2011 and 2012, a regional baseline assessment to assess vulnerability was conducted in five landscapes of the Congo Basin as part of the “Climate Change and Forests in the Congo Basin: Synergy between Adaptation and Mitigation (COBAM)” project. A briefnote entitled “*Current vulnerability in the Virunga landscape, Rwanda*” produced by Pavageau and her colleagues presented the results for the Virunga landscape around Volcanoes National Park in Rwanda.

Several national parks have been established in the area of Virunga Landscape, among them, Virunga National Park (772,700 ha), and Volcanoes National Park in Rwanda (16,000 ha), constitute some of the oldest protected areas in Africa. The Virunga landscape covers an area of 15,155 km². Most of the land outside the protected areas is used for agriculture. In addition to subsistence agriculture, coffee, tea, cocoa and pyrethrum plantations are prominent land uses. The population density of the landscape, at 600 individuals per km², one of the highest in the region, is due to in-migration, which began in the 1960s with people attracted by fertile soils, and reduced mortality rates.

Volcanic highland mountains in Volcanoes National Park shelter the last of the world’s mountain gorillas as well as chimpanzees, golden monkeys, forest elephants and a rich variety of birds, reptiles and amphibians. Historically, various institutions have supported the conservation of this rich biodiversity. A consortium of four NGOs namely WWF, WCS, SNV and AWF was created to promote sustainable forest management and land-use planning. Despite some progress, forest resources are under threat and natural forest management continues to face high population pressure.

This study focused on 12 sectors of 4 districts (Burera, Musanze, Nyabihu and Rubavu) adjacent to Volcanoes National Park in the Western and Northern provinces of Rwanda. A participatory methodology was used to carry out the study.

Findings

Local perceptions of change. Local perceptions were captured during focus group discussions that aimed to explore changes from the 1970s to the present, in order to understand the multiple threats that may have affected the villages in the past, as well as processes of change in terms of coping mechanisms and social and ecological dynamics. Among historical disturbances, participants highlighted genocide, conflicts, political and social changes, and overexploitation of natural resources because of their impacts on livelihoods leading to famine. They noted that the mass exodus of hundreds of thousands of refugees took its toll on the environment. And the re-establishment of the community justice system – the Gacaca court for crimes committed during the genocide – had many implications for social organization in communities and indirect impacts on land rights and access.

Differentiated vulnerability. The analysis shows that different climate-related disturbances affect different groups, natural resources and activities differently. Problems caused by climatic variability tend to be compounded by mismanagement. Heavy rains certainly contribute to the degradation of arable lands, but the use of rudimentary cultural techniques is an important factor in erosion. Soil erosion on steeply sloping land results in water flows and siltation of lakes and rivers, but heavy rains are only an indirect cause. Indeed, erosion is largely attributable to the practice of cultivating steep slopes without applying methods of soil conservation, soil and water management, organic and mineral restitution, and avoidance of overexploitation.

Current adaptive capacity. The landscape is mainly domesticated and natural forest resources do not make a major contribution to local livelihoods. Most of the safety nets during periods of stress are developed outside the forest through efforts to diversify activities. Infrastructure, land-use planning and domestication of the landscape constitute other main responses to the stresses (e.g. use of terracing, channeling of water flows, improvements of roads, installation of water tanks). These initiatives are generally supported by public policies or external actors, mainly development agencies. The gorilla-based conservation scheme has been a tremendous factor behind economic development in the region and is largely held up as a success story in Africa. Increased devolution of authority to the local level and shifting of responsibility to local communities have contributed towards the strengthening of adaptive capacity in the region. Some of the solutions to climatic stresses that participants referred to, such as installation of water tanks, were supported by the redistribution of tourism revenues from the park to local communities. However, the level of returns for the

local population is not equivalent to the increasing population pressure. Rather, this new economic development has mainly benefited tourism investors and well-connected cooperatives. Restrictions on access to natural resources and poor access to land for marginalized groups have actually increased their vulnerability.

Looking ahead. Possible approaches to improve adaptive capacity include fostering agroforestry and restoring abandoned lands. However, as the shortage of available land prevents the establishment of large plantations, strategies need to be developed for marginal lands, and would then require coordination of multiple individual activities. The selection of appropriate species that are compatible with agricultural production could generate benefits for individuals and incentives to conserve trees. Possible strategies would be to introduce mechanisms to reduce overexploitation of fuelwood and to encourage transformation and valorization of residues. The insights generated through the vulnerability baseline assessment in the Virunga landscape will be combined with more in-depth research to explore future vulnerability and to identify synergies between mitigation and adaptation in the project sites. Results from further analyses and evaluation of future strategies will be used to generate recommendations to inform decision-making and planning at local and national levels across countries in the Congo Basin.

For further information:

- Pavageau, C.; Butterfield, R.; Tiani, A.M. 2013 Current vulnerability in the Virunga landscape, Rwanda. Briefnote, CIFOR, Bogor, Indonesia
- Kenfack, C.E. 2013 Virunga Landscape. Briefnote. CIFOR Bogor, Indonesia
- Pavageau, C., Morchain, D., Coll Besa, M. 2013 Current vulnerability in the Monte Alén–Monts de Cristal landscape, Equatorial Guinea. Briefnote, CIFOR, Bogor, Indonesia
- Devisscher, T.; Bharwani, S.; Tiani, A.M.; Pavageau, C. 2013 Current vulnerability in the Tri-National de la Sangha landscape, Cameroon. Briefnote, CIFOR, Bogor, Indonesia
- Pavageau C., Locatelli B., Tiani A.M., Zida M., 2013 Cartographie la vulnérabilité aux variations climatiques. Une méta-analyse en Afrique. Working paper, CIFOR, Bogor, Indonesia
- Devisscher, T., Bharwani, S., Tiani, A. M., Pavageau, C., Kwack, N., Taylor, R. 2013 Current vulnerability in the Tri-National de la Sangha Landscape, Cameroon. Working paper. CIFOR, Bogor, Indonesia

For more COBAM publications:

<http://www.cifor.org/cobam/publications.html>

IN SITU: "SUR LE TERRAIN"

Mieux connaître les paysages du PACEBCo



Forêts marécageuses du paysage Lac Télé-Lac Tumba.

Photo : Anne Marie Tiani

Familiariser les lecteurs avec les six paysages concernés par le programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo) dont cinq portent les aires d'implémentation des projets pilotes du COBAM.

Après le paysage du Virunga, nous avons le plaisir de vous présenter ici un autre site d'un charme exceptionnel : le paysage de Lac Télé_Lac Tumba.

Le paysage de Lac Tele Lac Tumba

Espace transfrontalier situé au centre de la Cuvette congolaise, à cheval entre la République du Congo et la RDC, le paysage Lac Télé-Lac Tumba fait 126 440 km², dont 72 439 km² en République démocratique du Congo (RDC). Dans ce paysage, COBAM travaille en partenariat avec le RAFM, qui a initié un projet pilote alliant l'adaptation à l'atténuation dans le district de Lukolela, province de l'Equateur en RDC.

Boyzibu Ekhasa et Oyo dressent en 2012 une carte postale de ce paysage singulier de par ses forêts et ses vastes prairies marécageuses, qui font de lui l'une des zones humides les plus vastes du monde.

Généralement inondées, les forêts du paysage de Lac Télé-Lac Tumba sont de ce fait quelque peu protégées de la déforestation,

dont le taux se situait autour de 0,19% entre 2000 et 2005. Les causes directes de déforestation y sont l'agriculture sur brûlis, la collecte du bois énergie, l'exploitation illégale et incontrôlée du bois d'œuvre et le développement urbain.

Le paysage présente une grande richesse en biodiversité, avec la présence d'un grand nombre des mammifères dont les grands primates d'Afrique tels que les gorilles, les chimpanzés et les bonobos, dont la population est estimée respectivement à 13 000, 3 000 et 7 500. Des études récentes montrent que les alentours du Lac Tumba pourraient abriter jusqu'à 25% de la population totale connue. Cette biodiversité subit de nombreuses menaces parmi lesquelles le braconnage intensif suite à l'arrivée massive des réfugiés et déplacés dans le paysage, la construction de routes, les feux de brousse ou les pâturages.

Le paysage est actuellement divisé en vingt-trois macro-zones, dont quatre aires protégées proposées, treize zones de gestion communautaire des ressources naturelles et six zones d'extraction des ressources naturelles. Le processus d'adoption de cette affectation est en cours. La création d'un site RAMSAR transfrontalier offre au paysage un cadre juridique international.

En abritant une exceptionnelle biodiversité et en stockant d'énormes quantités de carbone, les forêts marécageuses jouent un rôle fondamental tant dans les stratégies d'atténuation que

d'adaptation. Aussi, la protection et/ou la gestion durable de la forêt, mais également, le développement économique et social des populations humaines qui en dépendent est une condition et un défi pour lutter contre la déforestation.

Par ailleurs, les perturbations et changements climatiques agissent directement sur le débit des cours d'eau, l'Oubangui et le fleuve Congo en l'occurrence, qui présentent une importance écologique et économique inestimable pour la sous-région. Ces dérèglements contribuent à exacerber la pauvreté et portent atteinte à la sécurité alimentaire.

Pour en savoir plus sur les paysages PACEBCo :

Tadjujide M., B. ipapoundji et S.B. Mowawa 2012. Le paysage de la Trinationale de la Sangha.
 Tadjujide M., B. Dipapoundji et S.B. Mowawa 2012. Tri-National De La Sangha Landscape.
 Mayifilua J., D. Mbula, J.C. Muliele et I. Ombeni 2012. Le paysage de Maringa–Lopori–Wamba Landscape
 Mayifilua J., D. Mbula, J.C. Muliele et I. Ombeni 2012. Maringa–Lopori–Wamba Landscape.
 Ekhasa B. et P. Oyo 2012. Le paysage de Lac Tele – Lac Tumba.
 Ekhasa B. et P. Oyo 2012. Lac Tele – Lac Tumba Landscape.
 Ngeleza R. 2012. Le paysage de Maiko-Tayna-Kahuzi-Biega.
 Ngeleza R. 2012. Maiko-Tayna-Kahuzi-Biega Landscape.
 Kenfack, C.E. 2013. Le Paysage Virunga.
 Kenfack, C.E. 2013. Virunga Landscape.
 Kenfack, C.E. 2013. Le paysage Monte Alén-Monts de Cristal
 Kenfack, C.E. 2013. The Monte Alén-Monts de Cristal Landscape.

Pour consulter d'autres produits du projet COBAM :

<http://www.cifor.org/cobam/publications.html>

Success story : Understanding the climate change knowledge gap in the Congo basin

COBAM's Team

Since October 2013, COBAM's researchers have been carrying out research across four countries in the Congo Basin on the availability of information and knowledge related to climate change adaptation and REDD+ in the region, from 2008 to 2013. The specific objectives of the study are:

- to survey the available information and knowledge in the region,
- to compare and contrast available information and knowledge with commonly recommended standards to identify capacity building and research needs, and

- to examine the different means or channels of circulating information.

The methodology used comprised two phases. The first phase consisted of the collection and the review of official documents, publications and grey literature in order to identify relevant concepts, actors and stakeholders implicated in climate change adaptation and REDD+. In-depth interviews constituted the second phase. Here is the story of experience in the field.

Cameroon, the Democratic Republic of Congo, Republic of Congo and Gabon were targeted for data collection. The team worked with a large array of actors representing different groups of stakeholders, including donors, government, NGOs and the private sector, at national and international levels.

In general, the interviews were conducted in a very enthusiastic atmosphere with the interviewees being very excited about sharing their knowledge with regards to the climate change issue. In Cameroon, for example, the researchers were impressed by the high level of awareness of some of the non-scientific actors on climate change concepts.

However, research isn't all peaches and cream, and COBAM researchers found some difficulties.

- the fragmented and undocumented nature of information and knowledge given out or received by actors on climate change,
- the lack of coordination among actors, with similar interventions taking place in parallel and confusion on who does what, when and with whom,
- the difficulty of meeting some actors because of their very busy schedule,
- the difficulty some actors had in understanding the difference between adaptation (process of trying to accommodate the impact of climate change) and mitigation (process of finding ways to reduce GHGs emissions responsible for climate change).

Difficulties like this also constitute some of the findings of the study, already throwing some light at the research questions. In this sense, initial findings suggest a need for better coordination among actors both outside and inside organizations, the importance of centralizing data and documents on climate change and the need for popularization of related concepts.



Pilot project's managers with the COBAM research team. Courtesy Merline Touko

Interview de M. Bihini Won Wa Musiti : "Le COBAM est un volet du PACEBco qui tente de répondre aux préoccupations des chefs d'Etats de la COMIFAC sur la gestion de la biodiversité et des changements climatiques"

Le Dr Bihini Won wa Musiti est le coordonnateur du Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBco), dont le projet COBAM est un volet.

Merline Touko



Dr Bihini Won Musiti, Coordonnateur régional du PACEBco. Offert par Merline Touko

COBAM NEWS : Qu'est-ce que le PACEBco ?

BWM : Le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo, en abrégé PACEBco, est un programme cofinancé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Banque africaine de développement (BAD) à travers le Fonds africain pour le développement (FAD) pour accompagner la mise en œuvre du Plan de convergence de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). Il a pour objectif d'assurer la régénération des écosystèmes, d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer les capacités des institutions chargées de la gestion de ces écosystèmes dans le Bassin du Congo.

COBAM NEWS : Quelle est la stratégie de communication développée entre le PACEBco et ses projets ?

BWM : Le PACEBco a choisi le partenariat comme stratégie de mise en œuvre. La communication est donc essentielle dans l'exécution du programme. La stratégie de communication du PACEBco repose sur la création d'une synergie d'actions visant à favoriser la bonne circulation de l'information entre l'Unité de gestion du Programme (UGP) et les différents partenaires

impliqués dans la mise en œuvre des activités du programme. En outre, le PACEBco a développé un Plan de communication de masse lancé en novembre 2013 à Kinshasa. Ce plan a pour objectif de contribuer à la préservation de l'environnement, à la gestion durable et concertée des ressources naturelles, et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Il s'appuie sur la politique générale en matière d'environnement, de gestion des ressources naturelles de la CEEAC et sur le plan de convergence de la COMIFAC. Par ailleurs, avec le public, notamment les bénéficiaires, le PACEBco a adopté la stratégie de proximité avec des antennes du programme dans les paysages. Nous avons prévu une communication participative à la base, c'est-à-dire que les bénéficiaires sont directement associés pour une bonne appropriation des activités dans leur localité.

Un autre élément de cette stratégie de communication est l'animation locale à travers des émissions radios en langues locales, les campagnes de sensibilisation via les affiches et le théâtre pour mieux vulgariser nos actions en leur faveur. Avec le grand public, nous mettons en œuvre tous les moyens classiques de communication de masse pour l'informer des réalisations du PACEBco.

COBAM NEWS : Quelle est la place du COBAM dans le PACEBco ?

BWM : Le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBco) qui intègre à la fois les enjeux écologiques et socio-économiques compte 4 composantes. Le second volet de la composante 2 relative à la gestion durable de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques concerne le COBAM. Ce volet du PACEBco tente de répondre aux préoccupations des chefs d'Etat exprimées en février 2005 à Brazzaville, concernant l'adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Congo.

COBAM NEWS : Quel bilan faites-vous du COBAM au 2/3 du projet ?

BWM : Le COBAM est mis en œuvre dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 22 mai 2010 entre la CEEAC et le CIFOR. Il a pour objectif de développer une réponse appropriée à la vulnérabilité liée aux changements climatiques dans les paysages ciblés du Bassin du Congo, en fournissant aux preneurs de décisions, praticiens et communautés locales les informations, les résultats des analyses et outils nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des projets d'adaptation au changement climatique et de réduction des émissions de carbone dans les forêts, avec des impacts équitables et des co-bénéfices sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration des services écosystémiques autres que le carbone, et la protection des modes d'existence et des droits locaux.

Nous savons que les changements climatiques sont des questions très complexes. Mais les expériences qui seront tirées de la mise en œuvre des projets pilotes pourront être intégrées dans les politiques, dans l'optique de réduire la vulnérabilité des populations et des écosystèmes aux changements climatiques

La mise en œuvre du COBAM s'appuie sur les plans de travail annuels approuvés par un comité de pilotage, et dont le suivi est assuré par un comité de suivi, assisté par l'UGP.

Le COBAM est sur la bonne voie. Le taux d'exécution de ses activités est de 71%. En effet, plusieurs activités sont réalisées et des publications sont disponibles. D'autres activités sont suffisamment avancées et seront achevées avant le 31 décembre 2014.

Cependant, les projets pilotes REDD+ portés par des organisations communautaires au Cameroun, au Congo, en Guinée-équatoriale, en RDC et au Rwanda vont démarrer au premier trimestre 2014. Leur exécution pourrait s'étendre au-delà du 31 décembre 2014.

COBAM NEWS : Quelle est votre vision finale du projet COBAM ?

BWM : Que tous les produits soient livrés et surtout que les éléments de la science fournis par le COBAM servent à orienter les prises de décisions pour le bien-être de l'environnement, des écosystèmes et des populations.

IN LIBRO: "COBAM COMMUNIQUE"

Au rythme des saisons, une plateforme radiophonique de débats sur les changements climatiques

Minette Nago

Telles les saisons qui se succèdent, *"Au rythme des saisons"* continue son bout de chemin. En effet, après avoir levé un pan de voile sur la thématique de la réalité des changements climatiques lors des deux premières productions, le cap est mis sur une nouvelle thématique. Sur le plateau de la CRTV, quatre experts discutent des **relations entre la forêt, la déforestation et le changement climatique**.

Définissant la forêt, le Dr Anne Marie Tiani l'a comparée à une industrie à fonctions multiples, qui purifie l'air, régule le climat et le cycle de l'eau, produit des aliments, le bois d'œuvre ou d'énergie, et des produits médicinaux. La forêt rend également de nombreux services, entre autres, le maintien de l'équilibre climatique, de la fertilité du sol, sert de brise-vent, d'ombrage, d'habitat pour la faune et de réservoir de la biodiversité.

En accord avec les récents résultats de recherche du CIFOR, le Professeur Tchawa a expliqué les rouages de production des pluies par les forêts. Il a ainsi été démontré que la forêt et le climat s'influencent mutuellement, dans la mesure où les vents trop violents déracinent les arbres et une sécheresse prolongée entraîne une recrudescence des feux de brousses et des maladies affectant les arbres. On peut également souligner que lorsque l'agression est faible et passagère, l'arbre peut se réajuster. Par contre, une agression forte et répétitive peut amener l'arbre, soit à développer des capacités d'adaptation en modifiant son rythme interne ou sa phénologie, soit à mourir.



Melie Monnerat, Coordinatrice du RAFM en RDC, présente le projet pilote COBAM de Lukoléla.

Photo : Merline Touko

Les forêts sont-elles réellement menacées ?

A l'unanimité, la réponse est affirmative. Les forêts sont menacées par les pratiques illicites qui évoluent en fonction des périodes. Le Professeur Ngouffo relève que dans les années 90, les pratiques illégales étaient plus intenses dans les grandes exploitations forestières, aujourd'hui, elles le sont plus du fait des petits exploitants des forêts communautaires. Il est révélé que 17 à 20% des émissions de gaz à effet de serre sont dues à la déforestation. Par ailleurs, M. Ndjatsana affirme qu'au cours des 30 dernières années, plus de **80% de la couverture forestière mondiale originelle a été abattue ou dégradée**.

Quelles sont donc les causes de la déforestation ?

Si les panélistes sont unanimes sur les causes de la déforestation, c'est la précision des chiffres et la fiabilité des données qui semblent poser problème, comme l'a souligné le Professeur Tchawa. Au nombre des principaux facteurs, on compte la conversion des forêts en terres agricoles, l'exploitation illégale du bois et des ressources forestières, l'agriculture itinérante sur brûlis et la création de grandes plantations industrielles (palmeraies, hévéa, bananeraies, etc.).

Au vu de l'envergure de ces facteurs, quel bilan peut-on dresser ?

Les panélistes ont rappelé que la gestion durable n'est pas un concept importé. Les populations locales avaient leurs propres systèmes de gestion durable, encouragés par les lois traditionnelles. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on retrouve encore dans la forêt des espèces d'arbres protégées par les populations du fait de leurs croyances ancestrales. Les pays membres de la COMIFAC sont dotés d'outils divers pour lutter contre l'exploitation abusive des forêts. Au Cameroun par exemple, le ministère des Forêts et de la Faune non seulement protège les forêts, mais crée également de nouvelles plantations forestières à l'intérieur des villes. Le bois Saint Anastasie, le Mont Fébé, sont la matérialisation du souci de reboisement de l'Etat. Selon Anicet Ngomin, Sous-directeur en charge du reboisement au ministère des Forêts et de la Faune, l'Etat camerounais a déjà transféré plus de 43 réserves aux collectivités décentralisées pour planter les arbres et arbustes, afin de stabiliser les flancs des montagnes dans la ville de Yaoundé, et de créer des espaces de loisirs pour les populations.

Invités:

Alain Bélibi, journaliste éditorialiste, présentateur de l'émission, reçoit dans les studios de la CRTV:

- **Pr Paul Tchawa**: Chef du département de Géographie
- **Pr Roger NGOUFO** : Directeur de *Cameroon Environmental*
- **Michel Ndjastsana** : Expert en Environnement au PACEBCo
- **Dr Anne Marie Tiani** : Coordinatrice du projet COBAM

COBAM en retraite

Merline Touko

La cohésion de l'équipe est une valeur essentielle du projet COBAM. C'est la raison pour laquelle l'équipe du projet COBAM a effectué une retraite du 16 au 19 novembre 2013, à About, à une soixantaine de kilomètres de Yaoundé. Ce site a été choisi à cause de son éloignement de Yaoundé et de sa verdure qui en font un espace apaisant et propice à l'épanouissement intellectuel.

Le principal objectif de cette retraite était le renforcement de la communication interne du COBAM. Plusieurs objectifs spécifiques y étaient également rattachés, parmi lesquels l'évaluation des activités de l'année 2013 d'une part, l'élaboration, le réajustement et la synchronisation des travaux de recherche et de production scientifique du COBAM en 2014 d'autre part.

Les activités menées pendant la retraite étaient de deux ordres : d'une part, les activités physiques qui participent à la détente et à l'amélioration des conditions de travail de l'équipe. On peut mentionner la marche sportive à la fin de chacune des journées de travail. D'autre part, les activités intellectuelles, centrées sur le bilan de l'année écoulée, la finalisation de la méthodologie

de l'analyse des écarts (*Gap analysis*) entre les besoins en informations des décideurs régionaux et nationaux et les informations disponibles et enfin, l'élaboration d'un plan d'action pour 2014.

COBAM à Bogor

Alba Saray Pérez Terán

Ville indonésienne abritant le siège social du CIFOR, Bogor réunit chaque année dans le cadre de la *rencontre annuelle*, son personnel éparpillé dans le monde.

En effet, conçue dans l'optique de permettre le rassemblement et la familiarisation des employés du CIFOR, cette rencontre annuelle est l'occasion de faire le point sur toutes les activités menées au cours de l'année écoulée et surtout, d'examiner les opportunités à même d'améliorer les actions futures.

La rencontre annuelle a été l'occasion pour l'équipe du COBAM de se familiariser avec la cartographie des incidences (un outil performant de suivi évaluation dont l'utilisation est encouragée par le CIFOR) et de prendre part aux échanges sur les avancées de la science et de la recherche au sein du CIFOR en matière de changement climatique. Elle a été l'occasion de partager avec les collègues les progrès réalisés, mais aussi les défis spécifiques au projet COBAM et de recueillir leurs conseils quant à la manière de les aborder.

Fort de ces conseils et encouragements, l'équipe COBAM, qui compte en faire bon usage, abordera la dernière année d'existence du projet avec beaucoup de sérénité, en attendant la prochaine *rencontre annuelle*.



Les chercheurs du CIFOR autour du Directeur Général, le Dr Peter Holmgren lors de la rencontre annuelle 2013

COBAM a Varsovie

Anne Marie Tiani



Photo du COBAM à Varsovie

Le COBAM était présent à la 19^{ème} conférence des Parties à la convention des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue du 11 au 22 novembre dernier à Varsovie en Pologne.

Grande messe internationale de la problématique climatique, la conférence des Parties de Varsovie a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de personnes en provenance de 190 pays. Qu'ils soient des représentants étatiques ou des représentants d'ONG, tous n'avaient qu'un seul but : obtenir un accord global sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et sur plusieurs autres points, y compris le financement de l'adaptation.

Aussi, en tant que projet ancré à la dite problématique, car traitant de synergie entre adaptation et atténuation aux changements climatiques dans le Bassin du Congo, le projet COBAM se devait de participer à cette conférence. Ainsi, du 10 au 18 novembre 2013, la Coordinatrice du COBAM a activement pris part à plusieurs événements parallèles, et a effectué deux présentations des résultats de la recherche au cours d'ateliers organisés par la COMIFAC, puis par le CIFOR et le Comité international de la Croix-Rouge.

Dans les deux présentations, l'essence du message est claire : bien que les politiques en Afrique centrale ne considèrent les forêts que sous le prisme de la REDD+, les populations du Bassin du Congo sont vulnérables aux changements climatiques. Du fait de leur dépendance vis-à-vis des forêts, un cercle vicieux s'est créé entre la déforestation, la dégradation des forêts et la vulnérabilité. Plus les populations sont vulnérables, plus elles défrichent pour étendre les surfaces agricoles. Par conséquent, une réduction efficace et durable de la déforestation et de la dégradation ne peut avoir lieu sans réduction de la vulnérabilité des populations locales. Plus généralement, le développement durable doit considérer le changement climatique comme une question transversale et comme faisant partie intégrante de la lutte contre la pauvreté à tous les niveaux.

La synergie entre l'adaptation et l'atténuation, l'intégration des préoccupations climatiques dans les politiques sectorielles de développement et les pratiques de la recherche-action à l'échelle du paysage ont été présentées comme autant d'options possibles à tester, en vue d'assurer la résilience du système humain et la permanence du carbone forestier.

Somme toute, le COBAM a rempli son contrat à Varsovie. Rendez-vous est pris pour la prochaine conférence des Parties sur les changements climatiques qui aura lieu en 2015 au Pérou...

COBAM au PFBC

Merline Touko



Panel de discussion sur les résultats novateurs et histoires à succès des partenaires du PFBC-PFBC, 2013.

Photo : Merline Touko

Avec près de deux cent vingt participants représentant les partenaires du PFBC, de la CEEAC, de la COMIFAC, des institutions de recherches, des organisations de la société civile et du secteur privé, la 13^e réunion des partenaires du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) s'est tenue du 2 au 3 décembre 2013, à l'hôtel Okoumé Palace de Libreville au Gabon.

La réunion qui avait pour thème « *moyens de subsistance et opportunités économiques liées à la conservation des forêts en Afrique centrale* », avait pour objectif global de contribuer à la promotion du leadership africain pour faire face aux menaces critiques pesant sur les forêts d'Afrique centrale et la biodiversité, dans le but de faire avancer la conservation et l'utilisation durable des ressources forestières de la région. La grande mobilisation et le cadre offert pour la première fois par la facilitation américaine au Gabon ont permis de débattre sur les thèmes relatifs au développement d'une économie durable en Afrique, à la lutte contre le trafic de la faune sauvage en Afrique centrale et à la formation forestière environnementale au service du développement durable.

Organisée autour de 10 sessions et de plusieurs marchés d'idées, la réunion a permis entre autres, de présenter les expériences dans les domaines des moyens de subsistance, de lutte contre la pauvreté et de gestion des ressources naturelles. C'est notamment le cas de la session 5 portant sur les résultats novateurs et les histoires réussies des partenaires du PFBC. Dans le cadre d'une session animée par Monsieur Cléto Ndikumagenge, la coordinatrice du projet COBAM, le Docteur Anne Marie Tiani a fait un exposé sur les synergies entre l'adaptation et



Présentation de la stratégie de communication du COBAM- Réunion du PFBC.

Photo : Anne Marie Tiani

L'atténuation au changement climatique intitulée « Au-delà de l'adaptation et l'atténuation : approches multisectorielles des synergies dans le Bassin du Congo ». La présence du COBAM a aussi été remarquée dans la session 9, où Merline Touko, consultante en communication au CIFOR, a présenté aux communicateurs le système de communication du projet COBAM et son programme radiophonique.

Il ressort de cette réunion que des progrès importants ont été accomplis dans plusieurs domaines par les pays, de manière individuelle ou avec l'appui des partenaires du PFBC. Mais comme l'a souligné Son excellence Monsieur Gabriel Tchango, ministre des Eaux et Forêts du Gabon, dans son allocution de clôture, « *de nombreux défis restent encore à surmonter notamment en matière de gestion durable des écosystèmes forestiers et produits forestiers, de la conservation, de la biodiversité et des biens environnementaux* ».

Il ne reste plus qu'à intégrer et capitaliser les différentes recommandations de cette réunion, dans l'intérêt du Bassin du Congo et de la planète toute entière.

Atelier technique de validation des outils méthodologiques et de la structure révisée du plan de convergence

Douala, 21-22 novembre 2013

Anne Marie Tiani

Du 20 au 22 novembre 2013, la COMIFAC a organisé à Douala un atelier technique, dans le but de réviser de manière consensuelle le plan de convergence. Cet atelier visait trois objectifs majeurs : 1) La validation du rapport de diagnostic du plan de convergence actuel ; 2) la validation des outils méthodologiques de la recherche visant l'évaluation du plan de convergence actuel ; 3) la validation de la structure du plan de convergence révisé.

En tant qu'organe pilier d'élaboration des directives et stratégies régionales en matière de gestion des forêts et des politiques

climatiques régionales, la COMIFAC apparaît comme un niveau optimal d'intervention pour le CIFOR, dont la mission est de mener des recherches pour éclairer les politiques et les pratiques qui affectent les forêts dans les pays en développement. Le CIFOR, présent à cet atelier par le biais de la Coordinatrice du COBAM représentant le Coordonnateur régional du CIFOR, a donc encouragé l'intégration dans le plan de convergence et à des niveaux stratégiques, des thématiques émergentes telles que les changements climatiques, l'adaptation, la REDD+, l'économie verte, etc. Il a appuyé l'adoption de l'adaptation et du genre comme problématiques transversales à prendre en compte dans les autres domaines de gestion forestière et environnementale. Il a en outre proposé de considérer le paysage comme l'espace optimal de mise en œuvre des stratégies intégrées de gestion multi ressources des écosystèmes.

Il est à espérer dès lors que le plan de convergence révisé ouvrira la voie à des politiques forestières et environnementales nationales qui valorisent mieux les services écosystémiques, tout en contribuant de façon plus visible aux économies nationales et au bien-être des populations.

Interview de Monsieur Alain Belibi : "Le changement climatique est un fait nouveau et il est important de communiquer dessus..."

Minette Nago



Monsieur Alain Belibi, Journaliste – éditorialiste, Directeur de l'information à la radio CRTV.

Photo : Minette Nago

Avoir un parler de spécialistes venant de contextes différents qui communiquent sur les changements climatiques peut être un des canaux de diffusion du message du projet COBAM. Aussi, dans ce numéro, pour déployer cette stratégie, le COBAM News donne la parole à M. Alain Belibi, journaliste émérite de la scène médiatique camerounaise et internationale, pour parler de son ressenti et de son expertise sur l'importance de la communication dans la problématique du changement climatique.

COBAM News : M. Alain Belibi, vous êtes depuis bientôt un an le présentateur d'un programme de communication radiophonique sur les changements climatiques, diffusé au Cameroun et dans certains pays de l'Afrique centrale. Sur un plan communicationnel, quelle est la particularité de ce programme ?

AB : Je ne suis peut-être pas le mieux placé pour répondre à cette question parce que j'ai été contacté par les responsables du COBAM, qui m'ont choisi pour présenter cette émission. Mais pour autant que je puisse en parler, c'est une émission qui vise à sensibiliser le grand public sur un phénomène dont tout le monde parle, mais dont peu connaissent la réalité : les changements climatiques. La particularité de cette émission réside donc en ceci qu'elle lève un pan du voile sur la réalité du phénomène de changement climatique, et surtout essaie d'amener son public à adopter des comportements conséquents d'adaptation et d'atténuation de ce phénomène.

COBAM News : Pourquoi avez-vous choisi de communiquer sur les changements climatiques ? En quoi ce sujet est-il intéressant pour un journaliste émérite comme vous ?

AB : Notre choix de communiquer sur les changements climatiques a une double motivation, l'une d'ordre professionnel et l'autre d'ordre personnel. Sur le plan professionnel, il faut noter que le changement climatique est un phénomène nouveau et en tant que tel, mérite que l'on communique à son propos. Sur le plan personnel, de par notre formation de scientifique, nous avons une propension particulière à nous intéresser à de telles thématiques.

COBAM News : Quels sont les objectifs de la communication ?

AB : Les objectifs sont en général de deux ordres : l'objectif informatif, qui se traduit par la mise à disposition du grand public d'informations nouvelles, et l'objectif didactique qui suppose entre autres la recherche de modification des comportements sociaux face à cette problématique.

COBAM News : Quelles sont les étapes d'une bonne communication ?

AB : Elles sont classiques et sont au nombre de cinq, dont en premier lieu la précision des objectifs de cette communication. Il s'agit de répondre à la question *pourquoi veut-on communiquer ?* A la suite de cette étape, il est impératif de décider des cibles de cette communication : auprès de *qui veut-on communiquer ?* Après avoir défini les cibles, l'élaboration de la stratégie de communication est essentielle : *quels sont les canaux à utiliser ? Quel est le moment pour mieux atteindre les cibles ? Qui doit communiquer ? Où et avec qui doit-on communiquer ? Comment communiquer ? Etc.* L'élaboration de la stratégie est suivie de sa mise en œuvre et de la gestion adjacente de tous les aléas liés à l'action. La dernière étape est celle de l'évaluation, afin d'améliorer les actions futures.

COBAM News : Comment atteindre plus facilement les cibles d'une communication ?

AB : Pour atteindre plus facilement les cibles, il faut développer une proximité avec elles, aussi bien sur le plan linguistique que sur le plan du choix du canal de communication le plus proche de celles-ci.

COBAM News : Y a-t-il des difficultés à animer une plate-forme d'échange sur les perturbations et les changements climatiques comme vous le faites ? Comment arrivez-vous à les surmonter ?

AB : De façon générale, nous ne rencontrons pas de difficultés particulières pendant la réalisation de cette émission, puisque c'est nous qui procédons au choix des intervenants. Toutefois, si devons en recenser une seule, ce serait le jargon scientifique parfois utilisé par les invités, qui pourrait ne pas toujours être compris de tous les auditeurs. Aussi, dans l'optique de pallier à ce problème, nous leur posons des questions pendant la séance afin de leur permettre d'expliquer plus simplement ces concepts.

COBAM News : Pensez-vous que les messages transmis atteignent leurs cibles ?

AB : Si nous tenons compte d'abord des retours d'informations positifs sur l'ensemble du territoire camerounais et provenant de certains pays d'Afrique centrale, et ensuite de la volonté d'autres chaînes de retransmettre cette émission, nous sommes à même de penser que le message transmis atteint quand même ses cibles.

COBAM News : Quel bilan dressez-vous de ce programme après 8 mois de transmission ?

AB: Sans vouloir verser dans l'autosatisfaction, et compte tenu des retours d'informations émanant des cibles de ce programme, nous sommes tentés de présenter pour notre part un bilan positif.

COBAM News : Que diriez-vous à vos jeunes collègues qui n'éprouvent aucun intérêt pour la communication sur l'environnement ?

AB: Comme nous l'avons précisé en début de cette interview, l'environnement en général et les changements climatiques en particulier, sont un domaine nouveau dont tout le monde parle, mais à propos duquel il y a une carence en informations de qualité. Aussi, nous encourageons nos jeunes confrères à communiquer de plus en plus sur cette question, afin que tous ensemble et chacun dans sa spécialité, nous participions à l'atténuation et/ou à l'adaptation à ce fléau.

Pour en savoir plus :

<http://www.cifor.org/fr/cobam/multimedia/radio.html>

What's new on the COBAM website

Alba Saray Pérez Terán



Visitors from the whole planet come to the site

COBAM website has received over 15,000 visits from around the world since its creation. Thanks to the updates of 2013, visitors increased by 105.69% compared to the previous year. In addition, visitors spent more time on the site.

New videos on the COBAM website

Once again the COBAM website innovates for you. Indeed, after the publication of articles that could be downloaded – and we are sure you have downloaded some – here are some new videos to enjoy, to use and especially to share, so that together we will be well enough informed about this new problem in order to better react to it (adaptation and mitigation).

The **first video** focuses on the potential impact of climate change on biodiversity. Under the guidance of leading experts such as Dr Rachid Hanna (IITA Director), Dr Denis Sonwa (Senior Scientist, CIFOR), Dr Joseph Amougou (MINFOF climate expert) and Mr Norbert SONNE (WWF expert), chaired by Mr Alain Belibli (CRTV Radio Information Director), this issue was discussed thoroughly. We will leave it to you to appreciate it on the website...

The **second video** discusses the importance of reducing the stock of carbon in the atmosphere and each of the interviewed experts presents their preferred strategy. Indeed, REDD +, forest management by the local population, and synergies between adaptation and mitigation, are the methods of lessening global warming proposed in this video on the COBAM website. So, find us there to enjoy and comment.

BREVES

Minette Nago

Le monde selon l'actualité environnementale...

- Le **Global Landscape Forum** conjointement organisé à Varsovie par le CIFOR et ses nombreux partenaires produit ses premiers rapports. Dans l'ensemble, les conclusions des discussions sont édifiantes, malgré quelques regrets émis quant à légèreté des retombées des négociations pour les agriculteurs et les populations rurales. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site www.landscapes.org
- Afin d'étayer et de divulguer les connaissances sur la thématique « *Progrès et leçons apprises des dispositifs de mesures de la biomasse et des systèmes de surveillance des forêts dans le contexte de l'atténuation et de l'adaptation dans le Bassin du Congo* », la COMIFAC a organisé à Varsovie, le 15 novembre dernier, un panel d'échange en parallèle à la COP. Les chercheurs et les personnalités invités se sont dits édifiés, et ont notamment convenu de réfléchir à l'amélioration de ces dispositifs.
- Du 28 au 30 septembre 2013, AfricaInteract a organisé à Douala au Cameroun un atelier sous régional de dialogue science-politique sur l'adaptation aux changements climatiques en Afrique centrale. Cet atelier a permis de dresser un état des lieux de la recherche et des politiques de l'adaptation au changement climatique ; de mettre en

exergue les lacunes dans la recherche et dans les politiques relatives à l'adaptation au changement climatique, de valider les actions prioritaires de recherche et de faire des recommandations pour leur mise en œuvre.

- Session extraordinaire du Conseil des ministres de la COMIFAC : Sur invitation du ministre de l'Environnement et des Ressources halieutiques du Tchad, une session extraordinaire du Conseil des ministres en charge de l'Environnement et des Forêts des pays membres de la COMIFAC s'est tenue le 8 novembre 2013 à N'djamena au Tchad. Elle a débouché sur une série de résolutions fonctionnalistes, dont l'opérationnalisation du groupe de travail sur la gouvernance forestière de la COMIFAC (GTGC).
- *Vizualising sustainable landscapes* : Nouvelle publication de l'IUCN sur les techniques de visualisation pour communiquer les idées abstraites et concrètes face à des situations de conservation et de développement. Le manuel contient diverses techniques de visualisation, qui faciliteront la communication entre les différentes parties prenantes de différents groupes ethniques, avec différents types de besoins et niveaux d'éducation.
- Du 4 au 8 novembre 2013, le projet COBAM a participé à la Conférence géospatiale globale 2013 organisée à Addis-Abeba en Ethiopie par l'UNECA et ses partenaires autour du thème *Facilitation spatiale à l'appui au développement économique et à la réduction de la pauvreté*.

AGENDA-CARNET

- Septième session du groupe de travail de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement durable, 6-10 janvier 2014, New-York.
- Conférence internationale sur les métiers de l'énergie renouvelable, Janvier 2014, Abu Dhabi.
- Sommet des futures énergies mondiales, 20-22 janvier 2014, Abou Dhabi.
- Premier Forum annuel de transition sur le développement durable, 1 au 2 février 2014, Corée.
- Sommet de Dehli sur le développement durable, 5-8 février 2014, New Dehli.

- Sixième session du *Green Climate Fund Board*, 19-21 février 2014, Indonésie.
- Conférence internationale sur le genre, l'eau et le développement, 19-21 février 2014, Londres.
- Cinquième session du Comité d'adaptation des Nations Unies, 4-6 mars 2014, Bonn.
- Conférence internationale sur le rôle des femmes, des jeunes et de la société civile dans l'agenda de développement post-2015, 24- 25 mars 2014, New-York.
- Conférence et exhibition internationales de l'énergie photovoltaïque solaire africaine, 27-29 mars 2014, Durban.
- Troisième conférence internationale sur l'adaptation aux changements climatiques, 12-16 mai 2014, Brésil.

COBAM NEWS TEAM

Dans ce numéro



Anne Marie Tiani

Ecologiste, spécialisée dans le développement des approches participatives et les questions du genre. Elle est la coordonnatrice du projet COBAM.



Alba Saray Pérez Terán

Environnementaliste, chargée du suivi et de l'évaluation participative pour le projet COBAM, elle a travaillé dans des projets d'environnement et de changement climatique au Kenya, Sénégal, Thaïlande et Vietnam.



Bérenger Tchatchou

Ingénieur en Statistiques, avec une spécialisation en Economie appliquée. Il est chargé de la recherche socio-économique dans le cadre de la mise en œuvre des projets pilotes COBAM.



Denis Sonwa

Docteur en agroforesterie, chercheur du programme Forêts et Environnement au CIFOR depuis Juillet 2008. Il a coordonné CoFCCA, l'un des premiers projets sur les forêts et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique centrale. Il est responsable du suivi scientifique du COBAM.



Eugene Loh Chia

Environnementaliste, chercheur spécialiste des institutions dans le projet COBAM, chargé des aspects institutionnels et de la gouvernance. Il a un Master en Etudes internationales de l'environnement de l'Université norvégienne des sciences de la vie.



Félicien Kengoum

Politologue-Juriste, chercheur dans le programme sur les forêts et la gouvernance du CIFOR et analyste des politiques forestières en Afrique centrale en rapport avec l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.



Flore Ndong

Chargée du suivi administratif et financier de toutes les activités liées au projet COBAM. Elle capitalise plus de 12 ans de service dans plusieurs sociétés et organisations, en qualité d'assistante de direction et d'assistante administrative et financière.



Louis Bernard Cheteu

Ingénieur forestier, Master en Philosophie de l'environnement, il a à son actif plus d'une dizaine d'années d'expérience dans la mise en œuvre des projets sous régionaux dans le secteur forêt-environnement. Il est actuellement chargé du suivi et de l'accompagnement des projets pilotes COBAM.



Merline Touko

Communicatrice, elle travaille comme consultante dans le projet COBAM. Elle s'occupe de la création audiovisuelle, de la réalisation et de la diffusion de l'émission radiophonique «Au Rythme des Saisons»



Minette Nago

Internationaliste et communicatrice, diplômée de l'Institut des relations internationales du Cameroun. Elle est consultante COBAM, chargée de la production de la Newsletter.



Richard Sufo Kankeu

Chercheur/Spécialiste SIG chargé du développement des méthodologies d'évaluation du stock de carbone.

COBAM est mis en œuvre par le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), dans le cadre du support de la Banque africaine de développement (BAD) à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), pour financer le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo).



cifor.org/cobam

blog.cifor.org



Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Le CIFOR oeuvre en faveur du bien-être humain, de la conservation de l'environnement et de l'équité par sa recherche scientifique qui contribue à l'élaboration des politiques et des pratiques affectant les forêts dans les pays en développement. Le CIFOR est membre du Consortium du CGIAR. Son siège est situé à Bogor en Indonésie et il est également implanté en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.

